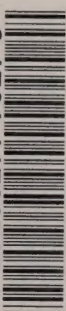


CAI
SS
80N18

Government
Publications

Discussion Paper
Native Women's Program

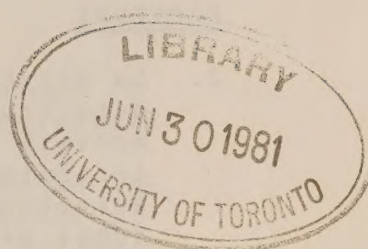
3 1761 11709702 2



CAI
SS
-80N18

Government
Publications

Discussion Paper
Document de Travail



NATIVE WOMEN'S PROGRAM
PROGRAMME DES FEMMES AUTOCHTONES

Sponsoring Minister: Secretary of State
Ministre Responsable: Secrétaire d'Etat

June 12, 1980
le 12 juin 1980

OBJET

1. Le présent document a pour objet d'examiner de près les besoins financiers du programme des femmes autochtones de 1980-1981 à 1983-1984; il a aussi pour objet de fournir aux ministres certaines informations qui leur permettront de prendre une décision quant aux prévisions budgétaires supplémentaires pour 1980-1981.

HISTORIQUE

2. En août 1979, le Secrétaire d'État a annoncé renouvellement du programme des femmes autochtones pour une période de cinq ans à compter du 1^{er} avril 1979 avec des dépenses de \$5,178,000 réparties sur les cinq années.

FACTEURS

3. La politique fédérale relative aux femmes autochtones vient de ce que le gouvernement a accepté en 1971 la recommandation du comité interministériel des affaires indiennes et autochtones. Cette recommandation considèrerait comme essentiel au développement social et économique de la communauté autochtone toute entière, l'établissement d'un programme distinct, conçu spécialement en fonction des besoins particuliers des femmes autochtones. Ce programme s'inspirait d'une politique gouvernementale d'appui aux organismes féminins. Le programme des femmes autochtones, qui est le seul programme aux niveaux fédéral et provincial, dont les femmes autochtones puissent se réclamer en exclusivité, a approuvé l'affectation de crédits limités, sous forme de subventions, à des projets parrainés par des organisations de femmes autochtones.
4. Si les femmes, dans le contexte du Plan d'action national pour le Statut de la femme, sont considérées comme "désavantagées" sur le plan de l'accès et de la participation à la société canadienne, tout porte à croire que les femmes autochtones, elles, le sont doublement; elles doivent subir les préjugés et la discrimination en raison et de leur origine ethnique et de leur sexe. Cette constatation vient appuyer le bien-fondé de la politique fédérale à l'égard des autochtones qui sont vus comme des citoyens ayant des besoins particuliers nécessitant des mesures spéciales et elle nous dicte aussi une ligne de conduite particulière à l'égard des femmes autochtones.

OBJECT

1. The object of this paper is to review the financial requirements of the Native Women's Program for 1980-81 through to 1983-84 and relevant background information to allow Ministers to make a decision with respect to Supplementary Estimates in 1980-81.

BACKGROUND

2. In August 1979, the Secretary of State announced the renewal of the Native Women's Program for a five year period effective April 1, 1979 with total expenditures over the five years of \$5,178,000.

FACTORS

3. Federal policy with respect to Native Women derives from government endorsement in 1971 of the recommendation of the Interdepartmental Committee on Indian and Native Affairs, which viewed as critical to the process of the social and economic development of the Native community as a whole, the initiation of a separate program to address the special needs of Native Women in keeping with the general approach of the government toward the support of women's groups. The Native Women's Program, which is the only program, both federally and provincially, to which Native Women have had exclusive access, has approved limited funding in the form of grants for projects sponsored by Native Women's Organizations.
4. Whereas women generally have been identified in the context of the National Plan of Action - Status of Women as "disadvantaged" with respect to equal access to and participation in Canadian society, evidence has accumulated which suggests that Native Women are doubly-disadvantaged, experiencing as they do prejudice and discrimination attributable to both ethnicity and sex. This evidence not only lends force to the general character of Native policy which defines the population overall as one of special

5. Lorsque le gouvernement fédéral a établi un programme pour les femmes autochtones en 1971, les groupes de femmes autochtones étaient pour ainsi dire inexistants au Canada. On compte maintenant à l'échelon national deux organisations très actives de femmes autochtones. Ce sont l'Association canadienne des femmes autochtones (ACFA) et l'Organisation nationale pour la défense des droits des Indiennes (ONDDI). Ces deux associations nationales s'appuient sur un réseau de 19 regroupements affiliés dans les provinces et les territoires. Les associations provinciales et territoriales s'appuient à leur tour sur quelque centaines de groupes locaux de femmes autochtones.
6. Ces associations visent à inciter les femmes autochtones à participer davantage à la vie de la société en les aidant à jouer un rôle plus dynamique, et sous tous les rapports, dans l'épanouissement de leur communauté. L'Association canadienne des femmes autochtones et l'Organisation nationale pour la défense des droits des Indiennes se sont donné des mandats distincts mais complémentaires; la première s'intéresse surtout aux programmes sociaux, la seconde aux droits des femmes autochtones et à la réforme de la législation qui les touche. Les femmes autochtones se sont montrées très actives. Elles ont organisé à tous les échelons des ateliers portant sur le "leadership" et la gestion ou encore sur les modifications à apporter à la Loi sur les Indiens; elles ont mis sur pied toute une myriade de groupes d'action communautaire pour étudier certaines questions particulières: soin des enfants, alimentation, services sanitaires, cours en langue autochtone, enrichissement culturel, etc.
7. Au mois d'août 1979, le gouvernement a annoncé le renouvellement du programme des femmes autochtones pour une période de cinq ans à compter d'avril 1979. Parmi les activités prévues, on comptait une aide financière générale pour les deux associations nationales, des subventions aux groupes provinciaux et locaux, des études dirigées destinées à recueillir les données nécessaires à la constitution d'une banque d'informations sur les femmes autochtones, et une aide financière particulière aux deux associations nationales devant leur permettre de parrainer un atelier annuel sur les questions intéressant les femmes autochtones.

OPTIONS

Statu quo

8. Si le budget du programme des femmes autochtones demeure à son niveau actuel de \$417,000, il ne sera

needs requiring special measures, but dictates a unique position in policy for Native Women.

5. When the federal government established the Native Women's Program in 1971, there were few well organized Native Women's groups in Canada. There are now at the national level two very active Native Women's Organizations, the Native Women's Association of Canada (NWAC) and Indian Rights for Indian Women (IRIW). At provincial/territorial levels there exists a network of 19 affiliates of NWAC and IRIW. As well, there are several hundred Native Women's groups at the local level which are represented by the provincial/territorial associations.
6. These organizations have as their aim to improve the participation of Native Women in society by assisting them to take a more active role in the positive development of all aspects of their communities. The NWAC and IRIW at the national level have defined their mandates as distinct from, but complementary to one another, with IRIW focusing on questions of Indian Women's rights and law reform as it affects Native Women, and NWAC on social programming. Native Women have been active at all levels in organizing leadership-skills-development workshops, workshops around the Indian Act revisions, as well as a myriad of community action groups around issues such as child care, nutrition, health services, Native language training, cultural enrichment, etc.
7. In August 1979, the Government announced the renewal of the Native Women's Program for a five year period effective April 1979. Activities foreseen for the program included financial support to the two national native women's organizations, assistance to provincial and local native women's groups in the form of project grants, directed studies to form an information base on native women, and financial assistance to the two National Native Women's organizations to sponsor an annual workshop on issues concerning native women.

pas possible de respecter les engagements que le gouvernement a pris en 1979 auprès des groupes de femmes autochtones.

Aide accrue

9. En décidant d'approuver l'augmentation demandée, le gouvernement donnerait suite aux engagements qu'il a pris en 1979 de financer plus généreusement les groupes de femmes autochtones.
10. Le programme ainsi élargi donnerait aux associations de femmes autochtones l'appui dont elles ont besoin pour poursuivre leurs buts et mettre en oeuvre des projets et des programmes qui bénéficieraient aux femmes autochtones et à leurs diverses communautés.

CONSIDÉRATIONS FINANCIÈRES

11. Du total des fonds requis (\$5.178m), 2,085 M ou près de 40% proviendra des ressources du ministère. A cause des retards dans la présentation de la requête, les demandes budgétaires de l'année 80-81 ont été réduites et apparaissent dans le tableau ci-dessous:

| | crédits actuels au ministère | Budget B | Total |
|---------|------------------------------------|------------------|------------------|
| 1979-80 | \$ 417 K | \$ - | \$ 417 K |
| 1980-81 | 417 K | 550 K | 967 K |
| 1981-82 | 417 K | 773 K | 1,190 K |
| 1982-83 | 417 K | 788 K | 1,205 K |
| 1983-84 | 417 K | 804 K | 1,221 K |
| | <u>\$2,085 K</u> | <u>\$2,915 K</u> | <u>\$5,000 K</u> |

RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

12. Bien qu'il n'y ait pas eu de consultations officielles sur la nouvelle politique et le nouveau programme des femmes autochtones, il y a eu néanmoins des consultations officieuses qui ont été faites auprès des fonctionnaires provinciaux, d'abord à l'occasion de l'évaluation que Gordon Lee a faite du programme, puis les employés du ministère ont poursuivi ces consultations lorsqu'il y avait lieu et continueront de le faire.

L'élargissement du programme des femmes autochtones n'aura pas de répercussions négatives.

CONDITION FÉMININE

13. Les organisations féminines, à quelque échelon que ce soit, s'attendent à ce que le gouvernement fédéral prenne des initiatives tangibles selon l'engagement qu'il a pris de veiller en priorité à

ALTERNATIVES

Status Quo

8. The Native Women's Program budget, left at the current level of \$417,000 would not allow the Department to meet the commitments to Native Women's groups undertaken by the government in 1979.

Increase

9. A decision to approve the requested increase would be evidence of the government's commitment to increased support for Native Women's groups made public in 1979.
10. The expanded program would provide the support required by Native Women's organizations to pursue their goals and implement projects and programs of benefit to Native Women and their communities.

FINANCIAL CONSIDERATIONS

11. Of the total funding requirements (5.178M), identified in 1979, 40% - (2.085M) will be provided from within existing departmental resources. Given the delay in bringing this request forward, the budget requirements for 1980-1981 have been reduced and thus reflected below.

| | <u>Existing Departmental Funds</u> | <u>"B" Budget</u> | <u>Total</u> |
|---------|--|-----------------------|------------------|
| 1979-80 | \$ 417 K | \$ - | \$ 417 K |
| 1980-81 | 417 K | 550 K | 967 K |
| 1981-82 | 417 K | 773 K | 1,190 K |
| 1982-83 | 417 K | 788 K | 1,205 K |
| 1983-84 | 417 K | 804 K | 1,221 K |
| | <u>\$2,085 K</u> | <u>\$2,915 K</u> | <u>\$5,000 K</u> |

FEDERAL PROVINCIAL RELATIONS CONSIDERATIONS

12. Although there have not been formal consultations around a revised Native Women's Policy and Program, informal consultations have taken place with provincial officials, firstly within the context of Gordon Lee's evaluation of the Program, and where appropriate supplementary consultations have been and will continue to be initiated by Departmental staff.

ce que les femmes jouissent de chances égales dans la société canadienne. Dans ses énoncés de principes, le gouvernement s'est aussi montré conscient de la situation défavorable des femmes autochtones, en s'intéressant de façon particulière à l'application, à cette tranche de la population féminine des textes législatifs portant sur les droits de la personne et sur les Indiens. Il a aussi proposé l'adoption de mesures spéciales pour que les femmes autochtones puissent participer aux décisions qui les touchent.

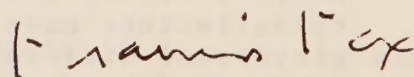
14. Les associations féminines se sont dites en faveur de la poursuite des programmes spéciaux pour les femmes autochtones dans la mesure où elles ont des besoins qui leur sont propres.

CONSULTATIONS INTERMINISTÉRIELLES

15. Il y a eu consultations avec les représentants du ministère des Affaires indiennes et du Nord et du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme. Les lignes directrices pour une politique et un programme révisés furent présentées par le secrétaire d'État/le ministre chargé de la condition féminine et le ministre des Affaires indiennes et du Nord.

CONCLUSION

16. Les nouveaux crédits budgétaires permettront aux responsables du programme des femmes autochtones:
 - i. de financer des projets aux niveaux local et provincial;
 - ii. de verser des subventions de fonctionnement aux associations nationales de femmes autochtones;
 - iii. (a) de commander, au sein même du programme des femmes autochtones, des études dirigées pour établir une banque d'informations plus complète sur les femmes autochtones;
 - (b) d'entreprendre de bonnes consultations à l'échelon national et à l'échelon régional.



L'honorable Francis Fox
Secrétaire d'État du Canada
et ministre des Communications

The expansion of the Native Women's Program will not have any negative implications.

STATUS OF WOMEN CONSIDERATIONS

13. Women's Organizations at all levels are looking to the Federal Government for concrete initiatives, in line with its stated commitment to set as a priority to ensure equal opportunity for women in Canadian society. In policy statements the Government has also expressed concern over the disadvantaged status of Native Women, with particular emphasis on the application of Human Rights legislation and the Indian Act to this sector of the female population, and proposed that special measures be introduced to ensure participation of Native Women in the process of decision-making as it affects them.
14. In that Native Women are seen to have special needs as distinct from women generally, the continuation of special programming for this sector of the female population has been endorsed by women's organizations.

INTER-DEPARTMENTAL CONSULTATION

15. Consultations have taken place with representatives of the Department of Indian and Northern Affairs and Status of Women Canada and the proposal in 1979 for a revised policy and program was made jointly by the Secretary of State/Minister responsible for the Status of Women and the Minister of Indian and Northern Affairs.

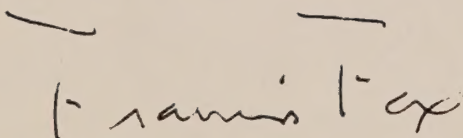
CONCLUSION

16. Endorsement of the increased budget will enable the Native Women's Program to be fully implemented with these components:
 - i. project funding locally and provincially;
 - ii. operational funding to the two National Native Women's organizations;
-

- 10 -

PAGE BLANCHE

- iii. the initiation within the Native Women's Program of:
- a. directed studies to ensure the development of a more comprehensive information base respecting native women.
 - b. effective national/regional consultations.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Francis Fox". The signature is written in a cursive, slightly stylized font. Above the signature, there are two short, horizontal, parallel lines.

The Honorable Francis Fox
Secretary of State for Canada and
Minister of Communications

